

Les conférences d'AGORA

Vendredi 10 février 2006

François DUBET : *L'école, une institution en mutation*

Préambule

Aujourd'hui l'école se sent victime de la transformation catastrophique du monde ; toutefois on n'analysera ici que les problèmes **internes** de l'école , en déplorant le silence des politiques sur l'école (cf campagne électorale de 2002).

Situation unique au monde : la France jouerait son destin sur l'école. En France l'école a cristallisé un projet national ; plus qu'une simple institution, elle est au cœur d'un imaginaire national et politique.

I. Le modèle républicain de l'école.

1. *un sacré républicain* .

Il y a 120 ou 130 ans, quand la France s'est constituée en république, s'est immédiatement posé le problème de l'emprise du régime sur les esprits. Or à l'époque la France était catholique et l'universel était religieux. Il fallait donc que la République conquière les esprits et arrache à l'Eglise le monopole de la légitimité universelle. Mais si ce qui soude une communauté ce n'est plus la religion, que sera-ce ? S'il est indiscutable que toute société a un fondement sacré (cf Durkheim), se demander ce que peut être un universel non religieux, c'est se demander quel autre sacré opposer au sacré religieux (l'illusion laïque consistant à croire qu'il n'y a pas de sacré).

L'école républicaine sera donc une machine construite comme (homologie formelle) une Eglise laïque, conçue pour affaiblir l'Eglise catholique.

Le sacré républicain comporte 3 éléments :

- a- le **fondement** sacré de la République, c'est l'idée de **l'individu autonome**, l'idée du **citoyen**, version laïque du croyant (cf Claude Nicolet : *Les philosophes de la République* ; l'universel de la **Raison** s'identifie à la **Nation**, au **Progrès**, au **Citoyen**) ;
- b- le **clerc** médiateur entre le sacré et les fidèles (les élèves) sera donc **l'instituteur** (celui qui institue la Raison dans l'enfant pour en faire un citoyen) ; sa fonction répond à une **vocation** , grâce à laquelle il incarne les principes sacrés et est investi d'une **autorité charismatique**. L'instituteur sera donc formé comme le prêtre dans ces séminaires laïques que sont les Ecoles Normales ;
- c- L'école est un **sanctuaire**, « hors du monde », dans lequel n'entrent ni l'argent, ni les intérêts, ni le sexe (cf la séparation des garçons et des filles), ni l'enfance, ni l'adolescence, ni le corps. A l'école il n'y a que des élèves, égaux au nom de leur raison. Le philosophe **Alain** a constitué une véritable

théologie républicaine (la distinction de l'enfant et de l'élève renvoie à l'opposition entre le corps (social) et l'âme (principe divin, égal chez tous en tant que créatures de Dieu). Cette école s'est sanctuarisée d'abord à l'égard des parents, qui en ont été d'emblée chassés, en tant que représentants des intérêts particuliers. Il a fallu une loi de mai 1981 instituant les Conseils de Parents d'élèves (les syndicats y voyant une atteinte à la laïcité) pour que les parents entrent dans les écoles – à condition, toutefois, de parler de tout, sauf de pédagogie.

Ce modèle est construit sur une représentation platonicienne, selon laquelle l'accès à l'**autonomie** du sujet (la raison) passe par l'**obéissance** et la soumission (cf Pascal : « Prenez de l'eau bénite et abêtissez-vous » : la foi viendra par surcroît. En effet si, selon Pascal, il y a bien des preuves rationnelles de l'existence de Dieu, la croyance en Dieu, elle, est un sentiment ; or un sentiment ne peut être le produit d'un raisonnement –fût-il aussi sophistiqué que le fameux argument du pari pascalien -, mais le fruit d'un dressage ; à force de me soumettre à ce dressage, je finirai bien par croire authentiquement en Dieu. De même, que dit l'instituteur ? : « fais ton travail ; à la fin tu seras libre . »

On comprend dès lors pourquoi l'école **républicaine** n'est pas une école **démocratique** (cf aucun droit n'est reconnu aux élèves ; châtiments corporels ; sous la Troisième République 3% d'une classe d'âge fréquente les lycées; les disciplines sont hiérarchisées : le grec au-dessus du latin, le latin au-dessus des maths, les maths au-dessus de la physique, la physique au-dessus de la chimie, les sciences naturelles au-dessus de la technologie...).

2. *pourquoi sommes-nous encore si attachés à ce modèle ? pourquoi cette nostalgie ?*

La prégnance de ce modèle repose sur 2000 ans de fabrication institutionnelle des individus. L'école est au cœur de la vie sociale.

Nous sommes nostalgiques de ce modèle pour 3 raisons :

- il est **légitime** (l'autorité y apparaît comme fondée « naturellement ») ;
- il est **protégé** du monde, comme un couvent ;
- il pratique l'**apartheid social** (les enfants du peuple vont à l'école du peuple [l'école primaire] ; la moitié en sortent sans le Certificat d'études primaires ; une petite partie des autres entre au collège ; une petite partie de cette petite partie entre au lycée ; les professeurs de lycée ne s'adressent qu'à des élèves qui leur ressemblent ; en 1964 12% d'une classe d'âge passent le bac – aujourd'hui 12% des élèves vont en classes préparatoires aux Grandes Ecoles).

II. Les raisons de l'effondrement du système institutionnel républicain. De l'élitisme républicain à l'égalité des chances et à la massification scolaire.

Après la Seconde Guerre Mondiale le modèle change (sans lien évident avec l'évolution économique) : on casse l'apartheid social et on passe **de l'élitisme républicain** (avec ses « héritiers » et ses « boursiers ») **à l'égalité des chances** (qui s'appuie sur un brassage) : tous entrent dans le premier tour de la compétition, et que le meilleur gagne ! A chaque tour la moitié est éliminée. Par analogie avec les sports collectifs de compétition : l'école pratique désormais le modèle de la Coupe, non celui du Championnat.

Le système institutionnel républicain s'effondre et l'école se désanctuarise pour **5 raisons** :

- 1- *l'école subit le processus général et irréversible de déclin du sacré* (cf Max Weber et la thèse du « désenchantement du monde » comme récit de la modernité) ;

- 2- *les enseignants deviennent des professionnels*, jugés sur leur compétence, et non sur ce qu'ils incarnent ; 30.000 en 1930, il sont aujourd'hui environ 1,5 million : leur niveau culturel n'impressionne plus ;
- 3- *L'école devient une école de masse* (sans « héritiers » ni « boursiers ») : on s'adresse à tous, pas aux seuls « croyants » ; d'où la nécessité, désormais, de séduire le public ; la massification a été faite par tous les gouvernements ;
- 4- ouverte à tous l'école devient *un grand moment d'expérimentation adolescente* (flirts, amours, bonheur d'être avec ses copains et copines) ; on ne peut plus opposer « enfant » et « élève » ;
- 5- une école de masse *accroît l'emprise des diplômes* sur la vie active (avant 1960 50% des gens entrent dans la vie active indépendamment du diplôme ; aujourd'hui, sans diplôme on est mort, quel que soit le diplôme et le bac est plus utilisé par les employeurs comme indicateur de civilité que comme certificat de compétence). Dès lors les *parents* (les enseignants aussi, en tant que parents !) ne peuvent pas ne pas être des « *consommateurs d'école* » : ils mettent leurs enfants dans les meilleurs établissements. Alors qu'on ne demande rien au bon élève (de toute façon il va choisir le plus haut diplôme), on demande au mauvais élève d'avoir un « projet ». D'où une obsession légitime des utilités scolaires.

Bilan :

- a- **La massification est, à bien des égards, une bonne chose.**

Le rapport éducatif change: l'élève est un **sujet** qui préexiste au processus d'inculcation culturelle ; il est tenu de donner du **sens** à son expérience scolaire (d'où la difficulté de se motiver). L'explosion des diplômes entraîne un **déclassement** scolaire (il y a 30 ans on était instituteur avec le bac, ; aujourd'hui il faut bac+5).

(Petit parallèle avec la famille : jadis il y avait contradiction entre l'amour et la famille, l'amour était extérieur à la famille ; aujourd'hui l'amour est le fondement de la famille : il ne faut donc pas pleurer sur l'augmentation des divorces ! Idem pour l'école : on y fait entrer tout le monde ; le nombre de diplômés et de diplômés croît ; d'où logiquement un déclassement scolaire).

Certes le métier d'enseignant devient beaucoup plus difficile : il est, en effet, plus difficile pour un curé d'enseigner aux païens qu'aux fidèles...

- b- Toutefois **ce processus n'est pas maîtrisé**, d'où les appels au « retour à » une école républicaine mythifiée (crispation quasi pathologique).

III. Les difficultés du modèle de l'égalité des chances.

Dès lors la question se pose de la **légitimité de l'école**. Pour être légitime l'école doit devenir **démocratique** ; elle doit fonder sa légitimité sur le fait qu'elle est **juste**. L'égalité des chances est méritocratique : puisque tous égaux, nous pouvons tous prétendre à tout, c'est notre mérite qui nous classe ; au bout du compte on obtient une hiérarchie juste et incontestable. Or toute société est inégalitaire ; d'où la compétition réglée pour permettre au meilleur (et à lui seul) de gagner.

Mais ce modèle engendre **3 difficultés** :

- 1- sauf à suivre Platon, qui proposait d'arracher les enfants à leur famille pour ne les sélectionner que sur leurs talents, *on ne peut empêcher que les enfants de milieux favorisés réussissent mieux que les*

autres. On peut limiter cet effet, mais on ne peut supprimer les différences individuelles C'est donc la nature qui résiste à la lutte contre l'inégalité des chances.

- 2- L'égalité des chances suppose un **arbitre** impartial ; or le système scolaire **préfère les meilleurs** (cf : *l'effet établissement* ; cf les *classes de niveau*, qui font s'effondrer le niveau des mauvais et baisser le niveau moyen des élèves ; cf le *niveau d'information des parents*, qui devient un *capital stratégique* (un enfant des classes moyennes sur deux suit des cours particuliers) ;
- 3- Tout cela s'agrégeant, **le modèle de l'égalité des chances est d'une extrême cruauté** : auparavant les pauvres n'entrant pas dans le secondaire, ne pas faire d'études n'était pas humiliant ; aujourd'hui tous y entrent et y échouer est vécu comme une humiliation et une violence (« si j'échoue, c'est de ma faute », d'où le mépris de soi). Il y a 3 manières de réagir à l'échec :
 - être présent sans être là ;
 - ne plus jouer (avoir zéro en maths en n'ayant pas fait son devoir plutôt que de l'avoir fait et d'avoir 4) ;
 - mettre le feu à l'école, cette machine qui intègre et refoule (le programme de Sixième est fait pour entrer en Prépa) ; les élites triomphantes ne sont plus modestes : malheurs aux vaincus ! (darwinisme social).

IV. Comment aller vers l'égalité des chances tout en neutralisant ses conséquences négatives ?

On peut le faire **de 3 manières** :

- 1- la manière tirée du « principe de différence » de **John Rawls** (in *Théorie de la Justice*) : **faire en sorte que le sort des plus faibles soit le plus garanti possible**. Pour cela il faudrait que **tous** les élèves de collège aient pour bagage **minimum** commun **le plus haut** niveau possible, ce qui suppose le rejet de toute sélection en collège et l'abandon de l'apprentissage à 14 ans. Le collège ne serait donc plus le premier cycle du secondaire (ce qui « produit » aujourd'hui 30% d'élèves analphabètes - et humiliés par la compétition scolaire), mais le prolongement de l'école élémentaire ;
- 2- **faire en sorte que les diplômés** – qui ont une telle emprise de nos jours - **soient une monnaie utile pour accéder au marché du travail**. Or il y a de grands écarts d'utilité entre les diplômés et les inégalités scolaires plombent les inégalités d'accès au marché du travail (toutes les compétences employées par les patrons ne sont pas reconnues par l'école). Les riches savent que leurs diplômes paient ; pour les autres, la plupart du temps l'emploi occupé est au-dessous du niveau d'espérance scolaire ;
- 3- **former des individus et des sujets** sans les réduire à leurs performances scolaires (cf Durkheim et la tâche d'éducation morale dévolue à l'école) L'école doit aussi être un espace **éducatif** (les profs de se récrier : « nous ne sommes pas des éducateurs ! » - or ils ne sont pas des savants non plus...), qui doit armer moralement les jeunes, leur apprendre le civisme, à parler en public, etc., quelles que soient leurs capacités scolaires. Tout élève doit sortir de l'école en ayant confiance en lui. **L'école serait plus juste si elle était plus démocratique** (fondée sur les sujets) et un peu moins républicaine.

Conclusion.

Il faut enfin récupérer une capacité d'action **politique** sur l'école, ce qui suppose un **débat** ouvert à **tous** les citoyens, et pas aux seuls professionnels. On diabolise le libéralisme, au prix d'un certain immobilisme, mais le libéralisme qu'on prétend avoir chassé par la porte entre massivement par la fenêtre : aujourd'hui **le fonctionnement de l'école est devenu très libéral**. Ce sont les pauvres qui paient les études des riches (puisque l'école est gratuite pour tous, ce sont les impôts des pauvres qui paient la gratuité de l'école pour les riches). En outre, le fait de donner une prime aux jeunes profs pour qu'ils aillent enseigner en ZEP n'a-t-il pas des relents coloniaux ?
La lâcheté des uns et l'intérêt bien compris des autres devraient permettre de sortir de cette crise.

Le **débat** qui a suivi la conférence a permis à François Dubet de faire ressortir les points suivants :

- L'école est encore hors du débat politique : elle est l'agora et elle a encore pour imaginaire l'Eglise.
- Les enseignants vivent un hiatus entre leurs expériences individuelles et leurs représentations collectives ; ils ne parlent pas de leurs enfants comme ils parlent de leurs élèves (leurs enfants ont droit aux meilleures filières dans les meilleurs lycées).
- Il faudrait en finir avec 50 ans de cogestion syndicale de l'Education Nationale. Les enseignants ne sont pas propriétaires de l'école ; ce n'est pas à eux de faire les programmes, ni de décider des rythmes scolaires, etc.
- L'écart privé-public se réduit car le public ressemble de plus en plus au privé ; les grands lycées chics bourgeois, c'est le public (Henri -IV, Louis-le-Grand, etc..) ; le privé accueille à la fois des exclus et des enfants de riches. 20% vont dans le privé pour des raisons religieuses ; les autres y vont pour le service rendu (garanties de sécurité, accès direct aux enseignants, garderie le soir après la classe). Puisque marché il y a, **il vaut mieux le marché que le marché noir !**
- L'école de la république doit donner une **culture commune**. Elle ne doit pas être une machine à diviser, mais à unir autour d'une culture commune. Son objectif devrait être que chacun en ait selon son appétit. Les pays qui ont un haut niveau culturel sont ceux qui donnent un haut niveau culturel à tous. Il faut donc **changer de priorité** : au lieu d'avoir pour priorité l'excellence de quelques uns, sans savoir comment faire suivre les autres, il faut donner le maximum possible à tous.
- On est éduqué par le milieu social dans lequel on vit : ce qui éduque un élève, c'est la vie dans l'établissement scolaire (par exemple : les élèves pourraient faire le ménage dans leur établissement).
- D'après *Le Monde de l'Education* de septembre 2005 les enseignants se détestent et pensent que le monde leur est hostile.
- L'idéal de l'enseignant est la relation charismatique réussie ; moins il est institutionnel, plus il est narcissique, plus la blessure narcissique est insupportable.
- Exhortation aux enseignants : « arrêtez le discours de la plainte ! » (« c'est la faute aux élèves, aux parents, au ministre... »). Cette plainte est mal supportée par les gens. Or les enseignants font partie des professions les plus valorisées par les Français (il y a des professions plus méprisées !..).
- L'école doit sortir de son enfermement sur elle-même et revenir dans le débat et la passion politiques.

(notes prises par Huguette Déchamp et Serge Tziboulsky)